CONSEIL DE L'EUROPE

COUNCIL OF EUROPE

COMMISSION DE RECOURS

APPEALS BOARD

Recours N° 132/1986 (Danielle COIN c/ Secrétaire Général)

La Commission de Recours, composée de :

M. Walter GANSHOF VAN DER MEERSCH, Président,
M. Raul VENTURA,
Sir Donald TEBBIT, Membres,

assistés de :

M. Michele de SALVIA, Secrétaire
Mme Margaret KILLERBY, Secrétaire Suppléante,

a rendu après en avoir délibéré, la présente sentence.

PROCÉDURE

1. La requérante a introduit son recours le 7 août 1986. Celui-ci a été enregistré le même jour au registre de la Commission de Recours sous le numéro 132/1986.
2. Le recours a été transmis le 8 août 1986 au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
3. Le 29 août 1986, le Président de la Commission a invité le Secrétaire Général à présenter ses observations dans un délai échéant le 13 octobre 1986.
4. Ces observations ont été communiquées à la requérante le 15 octobre 1986, pour réponse dans un délai échéant le 28 novembre 1986.
5. Le 27 novembre 1986, la requérante a fait parvenir sa réplique.
6. Par lettre du 29 janvier 1987, l'audience a été fixée au 16 février 1987, à 16 h 00.
7. L'audience publique a eu lieu en présence de Mme D. Coin, représentée par M^e P. Marchessou, Avocat au Barreau de Strasbourg, et de M. E. Harremoes, Directeur des

Affaires juridiques, représentant le Secrétaire Général, assisté de M. G. Buquicchio, Chef de la Section centrale de la Direction des Affaires juridiques, de M. R. Brillat, Administrateur à la Direction des Affaires juridiques, ainsi que de Mme G. Tubach-Ortiz, Administrateur Principal à la Division du Personnel.

EN FAIT

Les faits exposés par les parties peuvent se résumer comme suit :

8. Madame Danielle COIN est entrée au service du Conseil de l'Europe le 1^{er} janvier 1974. Elle occupe actuellement un poste de grade B5 au Secrétariat du Comité des Ministres.

9. Le 5 juillet 1985, l'avis de vacance n° 39/85 a été publié. Il ouvrait à la compétition interne le poste n° 40.29 d'Administrateur de grade A2/A3 à la Direction des Affaires Politiques, Secrétariat du Comité des Ministres. L'avis précisait que le concours était ouvert exclusivement aux agents permanents de grade B4, B5, B6 ayant au moins dix ans de service et au moins quatre années d'activités dans ces grades. La requérante s'est portée candidate le 30 juillet 1985.

10. Les épreuves écrites ont eu lieu le 18 novembre 1985, et l'entretien, avec le Jury, des cinq candidats retenus a eu lieu le 21 janvier 1986.

11. Le 14 mars 1986, la requérante a eu connaissance de l'arrêté N° 3601 par lequel le Secrétaire Général nommait M. J.P. Titz au poste n° 40.29 d'Administrateur au Secrétariat du Comité des Ministres, à compter du 1^{er} avril 1986.

12. Le 27 mars 1986, la requérante a saisi le Secrétaire Général d'une réclamation administrative tendant à l'annulation de la nomination de M. J.P. Titz.

13. Le 1^{er} avril 1986, le Secrétaire Général a transmis cette réclamation administrative au Comité Consultatif du Contentieux.

14. Le 5 juin 1986, le Comité Consultatif du Contentieux a rendu son avis n° 2/1986 en conclusion duquel « la procédure suivie n'a pas respecté le Règlement sur les nominations et la nomination intervenue est entachée de vices ».

15. Sa réclamation administrative ayant fait l'objet d'un rejet implicite, la requérante a introduit son recours le 7 août 1986.

ARGUMENTATION DES PARTIES

16. La requérante demande l'annulation de la nomination de M. J.P. Titz au poste d'Administrateur à la Direction des Affaires Politiques, Secrétariat du Comité des Ministres, comme étant dépourvue de base légale.

Les arguments de la *requérante* peuvent se résumer comme suit :

17. Elle soutient que le principe de l'égalité a été violé dans la mesure où les règles posées par le Statut des agents en matière de sélection des candidats n'ont pas été respectées.

Quant au non-respect de l'article 19 paragraphe 4 du Règlement intérieur de la Commission des nominations

18. La requérante souligne que le mémorandum que le Chef de la Division du Personnel a adressé à tous les candidats le 30 juillet 1985 prévoyait que, conformément à l'article 19 paragraphe 4 du Règlement intérieur de la Commission des Nominations, le Directeur ou le Chef de service dont relevait l'emploi à pourvoir accorderait un entretien aux candidats pour leur offrir la possibilité d'obtenir des informations complémentaires sur les fonctions afférentes à l'emploi. Ce même entretien devait permettre au Directeur ou au Chef de Service de se faire une opinion plus précise sur les qualifications des candidats.

19. Elle observe que, ces entretiens n'ayant pas eu lieu, cette disposition n'a pas été respectée.

Quant au non-respect de l'article 14 paragraphe 4 du Règlement sur les nominations

20. La requérante invoque une violation de l'article 14 paragraphe 4 du Règlement sur les nominations selon lequel le Jury doit notamment déterminer les sujets d'épreuves et désigner les correcteurs.

Elle prétend qu'en l'espèce, le Jury semble avoir été dessaisi de cette compétence au profit de l'Administration.

Quant au non-respect de l'article 23 paragraphe 2 du Règlement sur les nominations

21. La requérante invoque une violation de l'article 23 paragraphe 2 du Règlement sur les nominations.

Cet article dispose :

« Un agent de grade B4, B5 ou B6 peut se porter candidat à un emploi A2/A3 si, par décision du Secrétaire Général prise en vertu de l'article 6, l'emploi est mis exceptionnellement en compétition interne sur épreuves. L'agent de ce grade doit, en plus des exigences requises par l'article 3 du présent Règlement, justifier d'au moins dix ans de service et d'au moins quatre années d'activités dans ces grades ».

22. La requérante prétend que le candidat effectivement retenu, M. J.P. Titz, engagé comme agent permanent de grade B5 le 1^{er} décembre 1984, ne remplissait pas les deux conditions d'ancienneté.

23. Elle conclut que le Jury de promotion a violé le Statut des agents puisqu'il aurait dû constater que M. J.P. Titz ne remplissait pas les conditions requises par l'article 23 paragraphe 2 du Règlement sur les nominations, et que la nomination de M. J.P. Titz est donc dépourvue de base légale.

Quant au non-respect des articles 2, 3, 5 et 6, paragraphe 2, du Règlement sur la notation des agents après leur nomination définitive

24. La requérante invoque une violation des articles 2, 3, 5 et 6, paragraphe 2, du Règlement sur la notation des agents après leur nomination définitive.

25. Elle soutient qu'elle n'a jamais fait l'objet d'une notation par son supérieur hiérarchique, telle que prévue à l'article 2.1 du Règlement sur la notation des agents après leur nomination définitive, et qu'en conséquence le jury de promotion n'a pas pu apprécier ses aptitudes à leur juste valeur.

26. Elle souligne enfin qu'elle exerce des fonctions correspondant à celles d'un poste de grade A2 depuis plusieurs années.

Elle estime avoir été d'autant plus pénalisée que le Jury l'a placée en deuxième position.

Les arguments du **Secrétaire Général** peuvent se résumer comme suit :

Quant à la violation de l'article 19, paragraphe 4, du Règlement intérieur de la Commission des nominations

27. Le Secrétaire Général ne conteste pas le fait que le Chef de service dont relevait l'emploi à pourvoir n'a pas formellement accordé à la requérante un entretien préalable à la réunion du Jury.

28. Il rappelle toutefois que l'article 19 paragraphe 4 du Règlement intérieur de la Commission des nominations, auquel la requérante se réfère, s'applique aux promotions et que la promotion est définie à l'article 2 du Règlement sur les nominations comme étant « la nomination d'un agent à un emploi de grade supérieur au sien. »

29. Il soutient que la procédure prévue à l'article 23 paragraphe 2 n'est pas à proprement parler une promotion, puisqu'elle a pour conséquence un changement de catégorie d'emploi et pas seulement un changement de grade.

30. Il observe que lorsque des agents de la catégorie B accèdent à un emploi de la catégorie A à l'occasion d'un concours mixte de recrutement ouvert principalement aux candidats extérieurs à l'Organisation, il s'agit formellement d'une procédure de recrutement et que les dispositions de l'article 19 paragraphe 4 ne s'appliquent donc pas.

Il soutient en effet qu'il ne serait pas réaliste de prévoir dans une telle hypothèse que le Chef de service accorde un entretien à chacun des candidats, parfois très nombreux. D'autre part, accorder un entretien à certains candidats seulement introduirait une discrimination.

31. Il doute qu'il existe une justification objective à une différence de traitement des agents passant du grade B au grade A selon que la procédure utilisée est ouverte ou non à l'extérieur.

32. Il estime que les principes de non-discrimination et d'équité justifient le non-respect de la règle de l'entretien préalable lors des procédures permettant le passage des agents de grade B au grade A.

Il relève en outre que la procédure comporte obligatoirement des épreuves écrites et une interrogation orale par le Jury.

33. Il ajoute enfin que la requérante exerce depuis plusieurs années des fonctions au Secrétariat du Comité des Ministres, qu'elle était donc au courant des fonctions afférentes à l'emploi et qu'elle connaissait personnellement le Directeur et le Chef du service où le poste devait être pourvu.

Il en conclut qu'un entretien n'aurait pas apporté d'éléments nouveaux susceptibles de modifier les conditions de la participation de la requérante au concours.

34. Il note que le candidat nommé n'a pas eu non plus d'entretien avec le Directeur ou le Chef de service et qu'il n'y a donc pas eu de discrimination.

35. En l'espèce, le Secrétaire Général estime qu'il ne convient pas de faire preuve d'un formalisme qui serait excessif et rappelle qu'« une irrégularité de procédure ne saurait conduire à l'annulation d'une décision administrative que si cette irrégularité présente un caractère substantiel ». (CROTAN, décision 99 du 2.2.79).

Quant au non-respect de l'article 14 paragraphe 4 du Règlement sur les nominations

36. Le Secrétaire Général souligne que lors de sa réunion du 20 septembre 1985, le bureau de la Commission des Nominations a déterminé le nombre des épreuves et défini leur nature. Le Directeur de l'Administration et des Finances, Président du Jury, a ensuite choisi le libellé exact des sujets et désigné les correcteurs. Il l'a fait conformément à l'article 17 paragraphe 2 du Règlement intérieur de la Commission des nominations qui dispose :

« Agissant sur délégation consentie par le Jury pour assurer le secret de la procédure, le Directeur de l'Administration et des Finances, qu'il en assume ou non la présidence :

– approuve le libellé des questions préparées par le Secrétariat pour les épreuves écrites, après décision du Jury sur le nombre et le genre des sujets et consultation du service dont relève l'emploi. Le choix de ces questions doit tendre à assurer l'égalité de traitement des candidats ;

– choisit les correcteurs parmi les personnes agréées par le Jury. »

37. Il estime que cette pratique est conforme à l'esprit et à la lettre de l'article 14 paragraphe 4 du Règlement sur les nominations.

Quant au non-respect de l'article 23 paragraphe 2 du Règlement sur les nominations

38. Le Secrétaire Général tient à retracer la carrière, au Conseil de l'Europe, du candidat nommé.

Du 1^{er} janvier 1975 au 1^{er} décembre 1984, celui-ci a exercé les fonctions de conseiller de programme affecté à la Direction de l'Enseignement, de la Culture et du Sport.

Le 1^{er} décembre 1984, il a été nommé à un poste permanent d'assistant administratif principal (grade B5) à la Direction des Affaires Politiques, Division des relations extérieures.

39. Il considère ainsi que le candidat nommé travaillait de manière continue depuis plus de dix années au service du Conseil de l'Europe au moment du concours, les années de service devant inclure les périodes couvertes par des contrats temporaires.

40. En ce qui concerne la condition portant sur les quatre années d'activités dans les grades B4, B5 ou B6, il estime qu'elle était *a fortiori* remplie puisque le candidat nommé était assimilé, en tant que conseiller de programme, à un agent de grade A, conformément aux paragraphes 4 et 5 de l'article 4 des règles applicables aux diverses catégories de personnel temporaire, adoptées en octobre 1974.

41. Il est d'avis qu'il serait inéquitable d'interpréter l'article 23 paragraphe 2 du Règlement sur les nominations de manière à pénaliser le candidat retenu pour avoir été conseiller de programme (niveau A), plutôt qu'assistant de programme (niveau B).

42. Il estime en outre que la solution retenue était conforme à l'article 12.1 du Statut des agents qui dispose :

« Le recrutement doit tendre à assurer l'engagement d'agents possédant les plus hautes qualités de compétence, de rendement et d'intégrité. »

Dans ce contexte, il souligne que le candidat retenu s'est détaché nettement des autres candidats lors des épreuves écrites et orales.

Quant au non-respect des articles 2, 3, 5 et 6, paragraphe 2, du Règlement sur la notation des agents après leur nomination définitive

43. Le Secrétaire Général reconnaît que l'application de ce Règlement a entraîné des difficultés et notamment une grande disparité entre les services.

En attendant que la situation soit rétablie, les Jurys ne peuvent tenir compte des rapports de notation puisqu'il y aurait une inégalité de traitement entre les candidats ayant été notés et ceux ne l'ayant pas été.

44. Il estime que le Jury disposait malgré l'absence de rapports de notation, de tous les éléments nécessaires à une appréciation objective des candidats.

45. Il souligne de plus que l'absence de communication des rapports de notation au Jury a permis de placer tous les candidats sur un pied d'égalité.

EN DROIT

46. La requérante a exercé son recours contre la décision de nommer M. Titz au poste n° 40.29 d'Administrateur au Secrétariat du Comité des Ministres, prise par le Secrétaire Général le 14 mars 1986.

Elle demande l'annulation de cette décision.

47. Le Secrétaire Général soutient que la procédure n'est entachée d'aucune illégalité.

48. Il ressort des éléments de la cause que, par l'avis de vacance n° 39/85, il a été porté à la connaissance des agents du Conseil de l'Europe qu'une compétition interne sur épreuves ouverte exclusivement aux agents permanents de grade B4, B5, B6 était organisée pour pourvoir au poste d'Administrateur n° 40.29 (grade A2/A3) à la Direction des Affaires Politiques, Secrétariat du Comité des Ministres.

49. La requérante et sept autres agents ont fait acte de candidature.

50. Pour pourvoir le poste 40.29, le Secrétaire Général a décidé de mettre l'emploi en compétition interne parmi les agents en fonction, conformément aux articles 6 paragraphe 1 et 23, paragraphe 2 du Règlement sur les nominations.

51. L'article 23 paragraphe 2 dispose :

« Un agent de grade B4, B5 et B6 peut se porter candidat à un emploi A2/A3 si, par décision du Secrétaire Général prise en vertu de l'article 6, l'emploi est mis exceptionnellement en compétition interne sur épreuves. L'agent de ce grade doit, en plus des exigences requises par l'article 3 du présent Règlement, justifier d'au moins dix ans de service et d'au moins quatre années d'activités dans ces grades. »

52. A l'appui de son recours, la requérante invoque quatre moyens portant sur la régularité de la procédure et la légalité de la nomination du candidat choisi.

53. Le moyen de la requérante, consistant à soutenir que M. Titz ne remplissait pas les conditions requises par l'article 23 paragraphe 2 du Règlement précité et par l'avis de vacance, conteste la recevabilité de la candidature de M. Titz au poste n° 40.29. En d'autres termes, ce serait à tort que le Jury de promotion aurait retenu sa candidature.

54. Par conséquent, la Commission statuant sur ce moyen relève qu'à la différence de la procédure de recrutement extérieur, la procédure de compétition interne permettant l'accès des agents de grade B4, B5, B6 aux emplois de catégorie A par concours sur épreuves est soumise à des conditions spécifiques : 10 ans de service et au moins quatre années d'activités dans ces grades.

55. S'agissant en l'espèce d'une procédure exceptionnelle, parce que dérogatoire à la procédure de recrutement extérieur, qui, elle, permet à tout agent, et donc également aux agents de catégorie B, de se porter candidat à un emploi de catégorie A, la procédure visée à l'article 23 paragraphe 2 concerne exclusivement les agents de catégorie B remplissant des conditions précises. De ce fait, il importe de respecter pleinement cette disposition réglementaire.

56. La Commission rappelle que les formes et procédures exigées par les textes réglementaires visent à assurer le principe de sécurité juridique inhérent à l'ordre du Conseil de l'Europe et donc tant les intérêts de l'Organisation que ceux des agents (CRCE, Recours n° 115-116-117/1985, Peukert, Muller-Rappard et Bartsch c/ Secrétaire Général, Paragraphe 117). Toute autre interprétation ne cadrerait ni avec le but ni avec l'objet de l'article 23 paragraphe 2 du Règlement sur les nominations.

57. En l'espèce, M. Titz, nommé agent permanent de grade B5 le 1^{er} décembre 1984, ne remplissait pas, à la date du 5 juillet 1985, la condition de quatre années d'activités dans le grade B5, prescrite par l'article 23 paragraphe 2 du Règlement sur les nominations et par l'avis de vacance. Sa candidature n'aurait donc pas dû être retenue.

58. La procédure qui s'en est suivie et la nomination de M. Titz sont par conséquent entachées d'illégalité.

59. Dès lors la Commission n'a pas à examiner tous autres moyens soulevés par la requérante à rencontre de la décision litigieuse.

60. A l'audience du 16 février 1987, la Commission de Recours a été informée que M. Titz a été muté à un autre poste de même grade et que le poste n° 40.29 a fait l'objet d'un avis de vacance (n° 8/87) le jour même (16 février 1987) pour qu'il y soit pourvu par voie de mutation ouverte uniquement aux agents permanents de grade A2/A3.

61. La Commission rappelle au Secrétaire Général que l'obligation lui incombe d'éviter, pendant l'examen du recours, « de prendre à l'égard du requérant toute nouvelle mesure qui, au cas où le recours serait déclaré fondé, rendrait impossible le redressement recherché » (article 60 paragraphe 5 du Statut des agents).

Par ces motifs,

la Commission de Recours :

Déclare le recours fondé ;

Annule l'arrêté n° 3601 du 14 mars 1986, par lequel le Secrétaire Général a nommé M. Titz au poste 40.29 à la Direction des Affaires Politiques,

Décide que le Conseil de l'Europe remboursera à la requérante les frais exposés par elle à concurrence de 4 000,- FF.

Prononcé à Strasbourg, en audience publique, le 17 février 1987, le texte français de la sentence faisant foi.

Le Secrétaire de la
Commission de Recours

Le Président de la
Commission de Recours

M. de SALVIA

W.J. GANSHOF VAN DER MEERSCH